

Mais plus encore, il faudra que la majorité silencieuse agisse, à propos du racisme stupide de ceux qui finalement doivent leur travail et leur salaire à la population, les policiers, les chauffeurs d'autobus, les percepteurs de métro et les autres employés civils. Un excellent rapport à la Commission, celui du Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, écrit ceci: "Il nous paraît essentiel d'inculquer à tous ceux qui embrassent ces voies (du racisme), surtout dans leur comportement vis-à-vis de groupes culturels minoritaires à différence plus marquée, la notion trop souvent oubliée de SERVICE public. Que de drames, que d'incompréhensions, que d'injustices inutiles seraient épargnés si, fidèles à la définition même de leur profession, les membres de ces différents corps se comportaient comme étant au service du public et ne considéraient pas,

## GUATEMALA: ÇA CONTINUE

Pax Christi, mouvement international catholique pour la paix, vient de publier, le 12 décembre dernier, un nouveau rapport au sujet de la violation des droits humains au Guatemala. Ce rapport est le résultat d'une mission d'enquête organisée par le *Conseil national des Églises du Christ* des États-Unis qui s'est rendu au Guatemala du 7 au 12 novembre dernier.

Au Guatemala, rappelons-le, un coup d'État en mars 1982 a porté à la présidence le Général Efraim Rios Montt quelques semaines seulement après des élections frauduleuses. Le Général Montt n'a pas entrepris de réforme agraire comme l'a fait le Salvador. Montt s'est contenté d'affirmer qu'il accédait au pouvoir "de par la volonté de Dieu", et qu'il fallait beaucoup "d'amour" pour surmonter la crise guatémaltèque. Se basant sans doute sur ces bonnes paroles, le département d'État américain s'est empressé de déclarer qu'il y avait une nette amélioration de la situation des droits humains au Guatemala, et qu'en conséquence on pouvait y reprendre l'aide militaire au régime du Général Rios Montt.

De son côté, le rapport du Conseil national des Églises du Christ montre que la "gentillesse" de Rios Montt cache une terrible et cruelle réalité. Ce rapport vient à la suite d'une dizaine d'autres depuis l'avènement du nouveau président, parmi lesquels ceux d'Amnistie internationale, de la Commission des droits humains de l'O.E.A., d'America's Watch, d'Oxfam Amérique, de la Commission des droits humains du Guatemala, et de Pax Christi international. Tous ces rapports, hélas, confirment les mêmes faits: les massacres, sans distinction, de populations civiles, surtout de paysans indigènes, hommes, femmes et enfants, n'ont jamais cessé depuis mars 1982. Quelque 10 000 personnes auraient été massacrées entre mars et octobre 1982.

Ce dernier rapport des Églises américaines apporte quelques éléments nouveaux, en ce sens qu'il laisse entrevoir toute la politique diabolique de l'actuel président qui vient de demander en décembre, rappelons-le, la démission de tous les membres de son gouvernement.

au départ, les autres (simples particuliers, immigrants, travailleurs du taxi, etc.) comme des ennemis à mater, mais au contraire comme des êtres humains (comme eux!) à qui, de par leur fonction, ils doivent assistance et protection" (Mémoire, p. 24). Une réflexion comme celle-là ne devrait pas s'adresser au citoyen ordinaire d'abord, mais à ceux qui prétendent nous représenter à la ville. Nous savons tous que les services publics, qu'il s'agisse de la police ou de la Commission des transports, ont une certaine autonomie. Mais nous savons aussi qu'ils suivent des directives. Il serait plus que temps que quelques directives venues de l'Hôtel de Ville mettent fin à un laisser-aller bien québécois, mais qui, dans le cas présent, est à devenir criminel.

Julien Harvey

La politique guatémaltèque en vigueur s'est donné le programme "fusils et fèves"; en deux temps successifs, il s'agit de perpétrer des massacres pour "annihiler" la subversion et de se présenter avec vivres et médicaments auprès des survivants. Comme on le voit, cette politique force les gens, par la terreur, à fuir leurs villages; on brûle leurs récoltes pour mieux les affamer pour qu'ils soient finalement obligés de "demander la protection" de l'armée qui les parque dans des "hameaux modèles". Le rapport des Églises rapporte, entre autres, le climat de peur qui règne dans ces villages. Car cette politique oblige les paysans, sous peine de torture et de mort, à intégrer les "patrouilles civiles". Par la suite, ils seront envoyés au-devant, dans les affrontements avec la résistance populaire armée. Cette politique consiste également à "déguiser" les soldats en guérilleros afin d'accuser systématiquement la guérilla des massacres effectués par l'armée. Le rapport affirme néanmoins que les paysans comprennent ce qui se passe parce qu'ils savent d'eux-mêmes reconnaître "qui est qui".

Toutes ces dénonciations viennent de recevoir, le 3 décembre dernier, un appui important; une résolution de la Suède, endossée entre autres par le Canada, a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette résolution condamne le régime militaire de Rios Montt pour ces violations grossières des droits humains et demande que cessent ces violations et le déplacement forcé de la population indigène pour former des hameaux stratégiques; elle demande enfin aux gouvernements du monde de s'abstenir d'envoyer de l'aide militaire au régime guatémaltèque.

Mais cela n'a pas empêché le département d'État américain, dès janvier 1983, comme M. Reagan l'avait lui-même affirmé au cours de son récent voyage en Amérique latine, d'annoncer la reprise de l'aide militaire américaine au Guatemala, suite à une "nette amélioration des droits humains"!

Marthe Lapierre  
du comité Québec-Guatemala

## QUELQUE PART L'ÉRYTHRÉE... EN GUERRE DEPUIS 21 ANS!

En Érythrée se mène une des seules luttes de libération nationale qui ne soit pas seulement non-alignée, mais farouchement, violemment opposée tout autant aux États-Unis qu'à l'Union soviétique. Et pour cause!

Même si l'on peut retracer des frontières reconnues entre l'Éthiopie et l'Érythrée dès 1889 (Traité d'Uccialli signé par l'Italie avec l'Éthiopie), il serait anachronique de prétendre retrouver une identité nationale érythréenne avant le début de la décolonisation: les nations modernes sont un phénomène nouveau. Par ailleurs, après la longue colonisation italienne, l'Érythrée devait passer sous occupation britannique jusqu'en 1952. Et de 1947 à cette date, son statut sera longuement discuté aux Nations unies. Sur la recommandation d'une commission d'enquête composée des Grands de l'époque, le 2 décembre 1950, l'Assemblée générale votera une résolution à l'effet que l'Érythrée deviendrait une "unité autonome fédérée à l'Éthiopie sous la couronne éthiopienne". Alors qu'on accorde l'indépendance à la Somalie, à la Lybie et à l'Éthiopie, l'Érythrée, au mépris des aspirations explicites du peuple lui-même, fut précipitée dans une nouvelle forme de pacte colonial, déguisé en fédération. Comment nommer autrement ce monstre constitutionnel: une société démocratique se voyait de force unie à une autocratie de type féodal, les deux partenaires étaient inégaux, et sans arbitre "neutre", aucune disposition n'était prévue en cas de conflits!

Pourquoi l'Érythrée ne fut-elle pas écoutée dans son droit d'autodétermination? M. J. Foster Dulles, en s'adressant au Conseil de sécurité des Nations unies en 1952, en donnait la raison:

Du point de vue de la justice, il faut tenir compte de l'opinion du peuple érythréen. Cependant les intérêts stratégiques des États-Unis dans le Bassin de la mer Rouge et des considérations de sécurité et de paix mondiale nécessitent la réunion de ce pays avec notre allié, l'Éthiopie.

Voilà pourquoi le peuple érythréen fut reconnu comme "titulaire de droits mais non sujet de droits". L'Éthiopie obtiendra l'accès à la mer... et Haïlé Sélassié pourra poursuivre son ambition impériale sur la Corne de l'Afrique. Les États-Unis obtenant en retour des facilités pour la construction d'une base militaire importante dans la région (Kagnew à Asmara). Si donc les Nations

1. Pol Pot et Mengistu sont petits-cousins dans cette pratique d'un communisme vertueux jusqu'à l'intransigeance, et qui prétend s'appuyer sur les valeurs paysannes et populaires. Ils se ressemblent, même si l'un dépasse l'autre dans l'horreur: au Cambodge, au nom de cette pureté, on nettoiera "physiquement" le pays au prix de millions de crimes.
2. François Houtart "Les aspects sociaux de la révolution érythréenne" et Mary Dines "La transformation sociale de la société érythréenne", in *Le cas de l'Érythrée*, Documents du tribunal permanent des peuples, session de mai 1980, Bruxelles, 1981, p. 237-351.

unies ont commis cette terrible erreur historique de créer l'Érythrée comme satellite de l'Éthiopie, ce fut pour répondre à des intérêts géopolitiques et stratégiques des États-Unis.

Quand, le 14 novembre 1962, l'empereur Sélassié proclama l'annexion pure et simple, c'est-à-dire la disparition des clauses fédérales qui avaient été d'ailleurs fort peu respectées, qui ne l'avait pas prévu? Et quel recours légal restait à l'Érythrée? C'est ainsi qu'elle fut acculée à prendre la voie des armes. Dans ces premières années d'affrontement entre la guérilla et les armées d'Addis Abeba, les États-Unis supporteront et armeront l'Éthiopie, les Israéliens entraîneront les commandos de Sélassié. Ainsi commence une guerre qui sera la plus longue et la plus meurtrière de toute l'Afrique: 21 ans, 100 000 morts, plus de 800 000 déracinés. Lutte peu connue, qui n'intéresse personne, surtout pas les médias, dans la mesure où elle ne s'alimente pas au bipolarisme des blocs qui s'affrontent par tiers monde interposé.

En effet, retournement de l'histoire, logique réaliste des superpuissances où l'intérêt prime sur l'idéologie, avec l'arrivée au pouvoir de Mengistu, ce socialiste puritain et horriblement répressif, le projet de libération nationale de l'Érythrée découvre un nouvel ennemi, cette fois-ci sur sa gauche. L'Union soviétique appuie le Dergue. Les ennemis du socialisme impérial deviennent donc ses ennemis. C'est avec l'appui massif des armes soviétiques que 40 000 Éthiopiens sont lancés dans une offensive dite "finale"... depuis janvier 1982. La Lybie soutient l'offensive de Mengistu de ses millions, de son peuple et de ses avions Hercules 30. Le Yémen prête ses pilotes pour opérer les redoutables hélicoptères soviétiques. Tout comme l'appui inqualifiable de Cuba à l'Éthiopie sur une autre frontière de guerre constitue finalement une prise de partie contre la lutte de libération nationale de l'Érythrée. En dépit de ce colossal appareil militaire, la sixième offensive "Étoile rouge" piétine: les désertions sont nombreuses, et la résistance des Érythréens est héroïque.

Actuellement ils se battent pour l'autonomie, l'indépendance, et non pas pour le retour à la fédération. Cependant, dans un communiqué de presse en date du 1er décembre 1982, le FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée) condamne l'intervention soviétique en Éthiopie, en Somalie, en Ogaden, et affirme l'urgence de coopération en Éthiopie même entre "les nationalités et leurs représentants, entre les organisations démocratiques, dans leur lutte pour une unité fondée sur l'égalité et l'intérêt commun".

Ainsi va cette guerre, depuis vingt-et-un ans, qui laisse après elle non seulement des morts et des blessés, mais cet autre drame, immense, des réfugiés. Une guerre vraiment populaire, pour un droit que les Nations unies n'avaient pas su garantir. Le plus étonnant et le plus ignoré dans cette guerre prolongée, c'est ce que François Houtart appelle sa dimension sociale<sup>2</sup>: au